

Les crédits

rait d'autant notre économie nationale, avec un taux d'analphabétisme de 20 p. 100. La solution du gouvernement est de faire payer aux chômeurs le coût de la formation des travailleurs au lieu de mettre sur pied un programme de recyclage et d'alphabétisation durable et productif, qui servirait de pivot à une économie fondée sur une recherche et un développement éclairés.

Nous avons débattu maintes fois des résolutions de ce genre aux Communes. Nous avons entendu de nombreux commentaires à ce sujet de la part de tous les députés. En fait, ils ont tous dit un jour que nous devons faire plus de recherche et de développement car notre avenir était en jeu.

Si nous n'arrêtons pas de raconter des conneries aux Canadiens, si nous ne nous mettons pas résolument à la tâche, ce n'est pas la prochaine génération qui court à la catastrophe. C'est le bûcher qui attend nos politiques.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je doute que le député soit à court de vocabulaire. Il pourrait peut-être mieux choisir ses mots. Nous passons aux questions et aux commentaires. Le ministre a la parole.

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Madame la Présidente, j'espère que mon collègue me permettra une observation plutôt personnelle. Je pense que je préférerais ses observations lorsqu'il était professeur de biologie. J'ai le sentiment que dans son intervention, mon collègue laisse entendre que c'est au gouvernement fédéral qu'il incombe de dépenser toutes les sommes supplémentaires nécessaires, afin de faire en sorte qu'on consacre à la recherche au développement 2,5 p. 100 des dépenses intérieures brutes.

Mon collègue sait pertinemment que cela n'est ni faisable ni censé. Il a, selon moi, fort bien parlé de la recherche industrielle et de la façon dont nous devons améliorer nos industries extractives. Il a tout à fait raison. Il faut sans aucun doute qu'elles ajoutent davantage à la valeur des biens et des services qu'à l'heure actuelle, et c'est pourquoi nous élaborons des plans tendant à régler certaines des questions soulevées par mon collègue. Nous devons consulter les divers secteurs concernés et c'est ce que nous tentons de faire.

Il est tout à fait inadmissible d'affirmer qu'il incombe au gouvernement fédéral de réaliser un objectif national, alors que tous les intervenants doivent participer à cet effort. Nous obtenons d'excellents résultats. En ce qui a trait aux conseils dispensateurs, nous avons conservé la politique des subventions de contrepartie. Pour ce qui est de leur budget, ces conseils vont profiter l'année prochaine de l'augmentation en pourcentage la plus élevée

probablement par rapport à tout autre programme du gouvernement fédéral, soit 8,6 p. 100.

J'aimerais bien que les intéressés cessent de crier au désespoir. Nous réalisons des progrès. Nous commençons enfin à comprendre la nature des problèmes, et mon collègue a parlé de certains d'entre eux. Après avoir constaté à quel point il comprend dans quelle voie nous devons nous engager en tant que pays, cela m'afflige quelque peu de voir l'importance particulière qu'il attache à ce type de rapport entre les DIRD et le PNB. Selon moi, il sait pertinemment que la question ne se limite pas à cela. Elle est beaucoup plus large que cela.

Il a de nouveau été question de la politique de subventions de contrepartie. Nous l'avons déclaré à je ne sais combien de reprises, madame la Présidente, mais je répète que nous savons pertinemment que cette politique prend fin au cours de l'année prochaine et que nous nous assurerons de régler cette question en temps opportun.

M. McCurdy: Madame la Présidente, j'ai cru sentir que vous désapprouviez mon choix de mots. Vous venez d'en entendre un exemple. Il s'agit de *basic simplicities* ou raisonnement simpliste. C'est ce que nous a offert le ministre.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Comme je le disais, le député n'est jamais à court de mots.

M. McCurdy: Comme je le disais, je suis toujours heureux de me lancer dans un débat avec le ministre des Sciences, mais je n'ai jamais voulu dire, et je n'appuierais pas l'idée, que seul le gouvernement est responsable du financement de la recherche. L'industrie doit faire plus. Mais le gouvernement doit reconnaître que ses mesures ne font rien pour amener l'industrie à accroître sa contribution à la recherche et au développement.

Le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie relève notamment qu'une partie du problème de la recherche et du développement dans le secteur industriel vient du fait que nous avons une économie de succursales où les entreprises appartenant à des étrangers ne font tout simplement pas de recherche-développement au Canada.

Nous avons conclu un accord de libre-échange qui limite la portée de nos efforts car les étrangers font l'acquisition d'industries susceptibles de mettre en oeuvre de vastes programmes de recherche et de développement, souvent avec l'aide financière du gouvernement. C'est ce qui s'est passé dans le cas de Connaught et de Lumonics. Le gouvernement pourrait jouer un rôle d'entraînement qui accroîtrait la recherche et le développement dans le secteur industriel sans devenir lui-même le bailleur de fonds des programmes de recherche.